



Université Caisse des dépôts (UCDC)

Formation prévention routière

Affaire n°20255084-R

**Cahier des clauses techniques particulières
(C.C.T.P)**

Annexe 1 : adresses des Directions Régionales en France métropole

SOMMAIRE

1.	Eléments de contexte	3
1.1	Les missions de la Caisse des Dépôts	3
1.2	L'établissement public	4
1.3	Le client : L'Université Caisse des dépôts (UCDC).....	5
2.	Objet de la prestation	6
2.1	Contexte	6
2.2	Objectifs de l'accord-cadre	7
2.3	Compétences du titulaire	8
2.4	Décomposition de l'accord-cadre	8
3.	Détail des prestations attendues	8
3.1	Contenu des formations	8
3.2	Public	10
3.3	Modalités des formations.....	10
3.4	Compétences des formateurs	11
3.5	Les méthodes pédagogiques	11
3.6	Les moyens matériels	11
4.	CONDITIONS D'EXECUTION	11
4.1	Politique d'achats responsables	11
4.2	Modalités administratives	12
4.3	Conditions de report et d'annulation	13
4.3.1	- Conditions d'annulation et de report par la Caisse des dépôts.....	13
4.3.2	- Conditions d'annulation et de report par le Titulaire.....	14
4.4	Plateforme en ligne	14

1. ELEMENTS DE CONTEXTE

1.1 Les missions de la Caisse des Dépôts

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un Groupe public, investisseur de long terme au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Il remplit ses missions en appui des politiques conduites par l'État et les collectivités locales et peut exercer des activités concurrentielles. Pour décliner ses missions et proposer une gamme complète d'accompagnements, la Caisse des Dépôts est aujourd'hui organisée autour de **quatre métiers** et de **deux partenaires stratégiques**.

Le soutien aux projets des territoires

Créée en 2018, la **Banque des Territoires** accompagne les territoires et leurs acteurs en proposant des solutions adaptées aux enjeux locaux : conseil, prêts et investissements en capital. Avec 16 directions régionales, 37 implantations territoriales et deux filiales, CDC Habitat et la SCET, elle propose une offre complète en ingénierie et en montage de projet aux collectivités, organismes de logement social, entreprises publiques locales, professions juridiques, entreprises et acteurs financiers, avec l'ambition d'agir pour des territoires plus durables et plus solidaires.

Politiques sociales : La **direction des politiques sociales (DPS)** de la Caisse des Dépôts accompagne les parcours de vie des Français. Tiers de confiance, elle concourt à la cohésion sociale et à la réduction de la fracture territoriale, en intervenant principalement dans quatre domaines : les retraites, la formation professionnelle, le handicap, le grand âge et la santé. Gestionnaire de 66 fonds et mandats, partenaire privilégié de 63 000 employeurs publics, la direction des politiques sociales apporte des solutions fiables et innovantes à ses clients et aux pouvoirs publics.

Les **gestions d'actifs (GDA)** gèrent l'ensemble des placements financiers de la Caisse des Dépôts (obligations, actions, non coté, immobilier, forêts, etc.), issus des bilans du Fonds d'épargne et de la Section générale. Premier gérant d'actifs de statut public (avec 288 Md€ d'encours d'actifs sous gestion) et premier investisseur sur les PME françaises cotées, GDA investit dans toutes les classes d'actifs, directement ou au travers de ses filiales (CDC Croissance, La Société Forestière, CDC Investissement Immobilier), dans une perspective de long terme et responsable.

La **gestion des participations stratégiques (GPS)** gère les opérations d'acquisition et de cession, ainsi que le pilotage actionnarial d'une vingtaine de sociétés dont la Caisse des Dépôts est actionnaire de référence. Elle contribue à la définition de la position actionnariale de la CDC ainsi qu'à l'accompagnement stratégique et financier des filiales, tout en coordonnant les priorités entre le Groupe et ses filiales. Investisseur de long terme, elle accompagne dans la durée le développement de ses filiales dont les résultats financiers soutiennent les missions d'intérêt général.

Nos deux partenaires stratégiques sont Bpifrance et le Groupe La Poste :

Bpifrance est une banque publique d'investissement détenue par la Caisse des Dépôts et l'État qui a pour mission de dynamiser et rendre plus compétitive l'économie française, en appui des politiques publiques. Elle finance les entreprises à chaque étape de leur développement, en crédit, garantie et fonds propres. Partenaire de confiance des entrepreneurs, elle développe une offre de conseil, de formation, de mise en réseau, et un programme d'accélération pour les start-up, PME et ETI.

Intégré au périmètre de consolidation financière du groupe Caisse des Dépôts depuis mars 2020, **le Groupe La Poste** accompagne tous les Français en offrant des services utiles et adaptés à leurs besoins. A travers ses quatre missions de services publics (courrier, services bancaires pour tous, aménagement du territoire via présence postale, presse) il accompagne les grandes transitions écologique, territoriale, démographique et numérique qui impactent la société.

1.2 L'établissement public

Le Groupe compte près de 350 000 collaborateurs dans le monde dont près de 7 500 pour l'Établissement Public (EP). Son bilan social agrégé atteint 1360 Md€, et sa contribution au budget de l'État était de 2,5 Md€ en 2023.

Pour mettre en œuvre ses différents métiers, la Caisse des Dépôts s'appuie sur l'établissement public organisé autour de fonctions transversales et de directions opérationnelles.

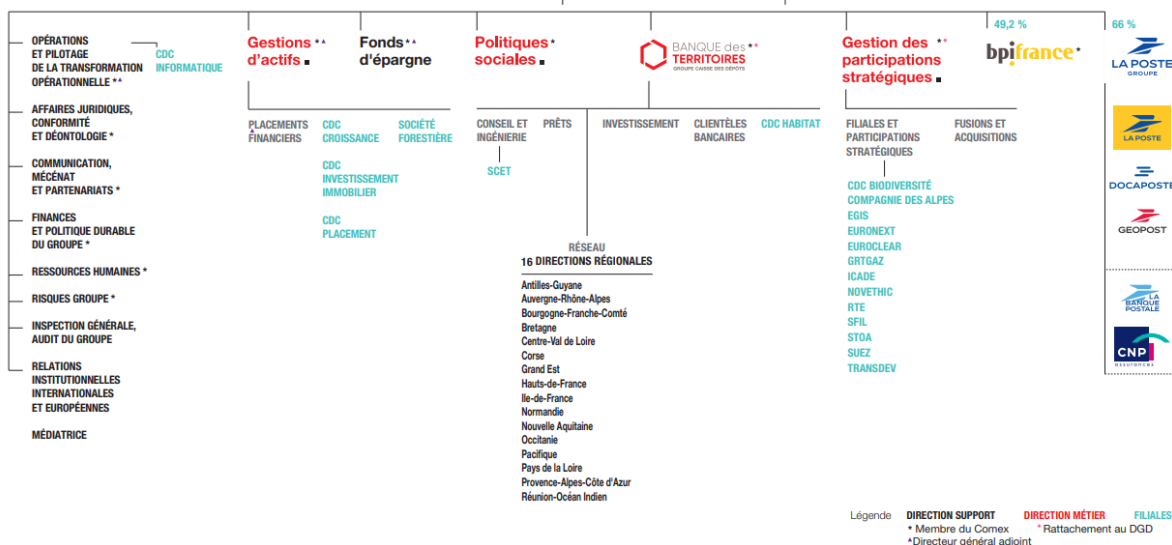
➤ **Les directions opérationnelles :**

- o La Banque des territoires composée de :
 - ✓ La direction des clientèles bancaires
 - ✓ La direction de l'investissement
 - ✓ La direction des prêts
 - ✓ La direction du réseau
 - ✓ La Scet
 - ✓ CDC Habitat
- o La direction des gestions d'actifs
- o La direction des politiques sociales
- o La direction de la gestion des participations stratégiques

➤ **Les fonctions transversales :**

- o Affaires juridiques, conformité et déontologie
- o Communication, mécénat et partenariats
- o Finances et politique durable du Groupe
- o Fonds d'épargne
- o Inspection générale, audit du Groupe
- o Opérations et pilotage de la transformation opérationnelle
- o Relations institutionnelles, internationales et européennes
- o Ressources humaines
- o Risques

Pour plus d'informations : www.groupecaissedesdepots.fr



Notre établissement, par son identité historique résolument tournée vers l'intérêt général, s'engage à être un acteur exemplaire de la transformation écologique et de la cohésion sociale et territoriale.

En 2022, la Caisse des Dépôts a adopté sa raison d'être, véritable boussole pour ses missions, qui se traduit par des engagements ambitieux en matière environnementale, sociale et de gouvernance dans le cadre de sa politique durable et notamment sa politique d'achats responsables, déclinée dans son SPASER (Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables) 2024-2027.

Dans ce cadre, la Caisse des Dépôts s'engage et attend de ses fournisseurs qu'ils prennent en compte lors de l'exécution des prestations ses engagements et sa politique en matière de développement durable et notamment les axes suivants :

- Réduction de l'impact environnemental : décarbonation, réduction des déchets, sobriété des consommations d'eau et d'énergie.
- Insertion sociale et professionnelle de tous.
- Promotion de l'égalité femmes / hommes et lutte contre les discriminations. A ce titre, dans une démarche d'amélioration continue, la Caisse des Dépôts accentue sa politique d'égalité et de diversité et s'est engagée, pour rendre officiel son engagement et le faire évaluer par un tiers, dans une démarche visant à obtenir le double label Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes / Diversité.

1.3 Le client : L'Université Caisse des dépôts (UCDC)

L'Université Caisse des Dépôts est un espace interne dédié au développement des compétences des collaborateurs de la Caisse des Dépôts.

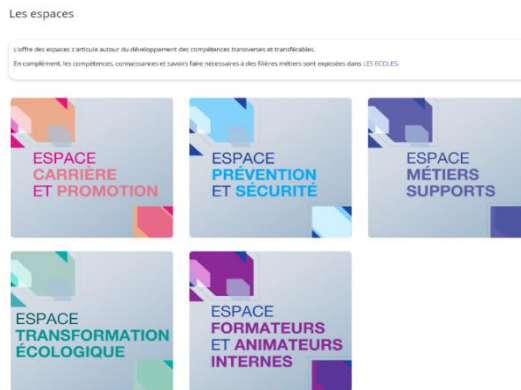
Elle répond aux objectifs suivants :

- Unifier les offres de formation et de services pour une visibilité et une efficacité renforcée ;
- Afficher un contrat de confiance et d'engagement réciproque avec les collaborateurs formés ;
- Accompagner l'évolution des métiers et créer des passerelles ;

- Conseiller les collaborateurs dans leur évolution professionnelle ;
- Assurer le transfert des connaissances et des compétences ;
- Appuyer la stratégie de transformation

Les programmes de formation de l'Université de la Caisse des Dépôts sont organisés par thématiques réunies sous l'appellation d'« Ecole » et d'« Espace ».

Les Espaces



Les Ecoles



Les formations concernées par cet accord-cadre seront intégrées à l'offre de l'espace prévention et sécurité. Elles répondront aux besoins de formation, qu'ils soient individuels ou collectifs, et seront mises en œuvre par le biais de l'espace prévention et sécurité.

L'espace prévention et sécurité propose des formations conçues pour prévenir et protéger les collaborateurs. Ces formations sont essentielles pour la sécurité de nos collaborateurs et pour soutenir efficacement la mise en œuvre du projet stratégique de la Caisse des Dépôts, notamment à travers :

- **Le secourisme**
- **Les risques routiers**
- **Les risques santé**
- **Les risques incendie**
- **Les risques psycho-sociaux**

2. OBJET DE LA PRESTATION

2.1 Contexte

La prévention des accidents de la route constitue une obligation pour l'employeur envers ses collaborateurs qui utilisent un véhicule d'entreprise ou un véhicule de service dans le cadre de leur activité professionnelle. En tant que risque professionnel à part entière, le risque routier doit être pris en compte de manière spécifique, car la responsabilité de l'employeur peut être engagée en cas d'accident.

Selon le Code du travail, l'employeur doit « prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs ».

Il est donc essentiel de former nos collaborateurs à la sécurité routière et aux comportements à adopter en cas d'urgence, afin de garantir un environnement de travail sûr et de réduire les risques d'accidents. Ces formations ont pour objectif non seulement de sensibiliser les collaborateurs aux dangers potentiels de la route, mais aussi de les préparer à réagir de manière appropriée et efficace en situation de crise.

La mise en place de formations au sein de l'Espace Prévention Routière permettra d'adopter une approche cohérente et globale en matière de sécurité. Cet espace offrira des parcours adaptés aux besoins spécifiques des collaborateurs, tout en répondant aux obligations réglementaires. Il deviendra ainsi un outil clé pour la sensibilisation, la formation continue et le développement de la culture de sécurité au sein de la Caisse des dépôts.

Il est important de noter que l'Etablissement public dispose d'une charte automobile à laquelle chaque collaborateur doit adhérer avant l'attribution d'une voiture de fonction. En signant cette charte, le collaborateur s'engage à suivre une formation initiale obligatoire ainsi que des sessions de remise à niveau tous les 3 ans, portant sur les risques routiers, l'écoconduite et la sécurité au volant notamment.

2.2 Objectifs de l'accord-cadre

Afin de fournir à nos équipes les connaissances nécessaires pour assurer leur sécurité ainsi que celle de leurs collègues, en conformité avec la réglementation, la CDC souhaite engager un prestataire spécialisé en prévention routière.

La mise en place de cet accord-cadre permettra d'atteindre plusieurs objectifs :

Les objectifs de ces formations sont :

Informers les collaborateurs sur les principaux risques associés à la sécurité routière dans leur environnement professionnel. Cela passe par la mise en place d'actions de prévention des risques professionnels sur essentiellement :

- **Les causes courantes des accidents de la route**, telles que la vitesse excessive, la conduite sous l'influence de substances, la fatigue, la distraction au volant, et d'autres comportements à risque.
- **Les facteurs de risque spécifiques à leur environnement de travail**, notamment ceux liés à des trajets professionnels réguliers, des conditions de travail particulières (par exemple : de véhicules de service), ou des situations de travail spécifiques (par exemple, conduite de nuit, conditions météorologiques difficiles).
- **L'importance de la prévention, en insistant sur l'adoption de bonnes pratiques**, l'utilisation des équipements de sécurité, et la nécessité d'une vigilance constante sur la route pour minimiser les risques d'accidents.

Familiariser les collaborateurs avec les bonnes pratiques et les procédures à suivre pour éviter les accidents de la route. Cela comprend des actions d'information et de formation sur :

- **Les principes de sécurité routière**, en incluant des rappels sur le respect du code de la route et les comportements préventifs essentiels, tels que l'utilisation des ceintures de sécurité, la gestion de la vitesse et l'adaptation aux conditions de circulation.
- **La gestion des situations de crise en conduite**, y compris la réaction appropriée face à une panne, un accident ou un début d'incendie dans un véhicule, et les comportements à adopter pour minimiser les risques lors d'un sinistre routier.

Préparer les collaborateurs à réagir de manière adéquate et efficace en cas d'incident ou d'accident de la route en mettant en place une organisation et des moyens adaptés. Pour cela, nous devons :

- **Former les collaborateurs à adopter des comportements sûrs et appropriés en cas d'urgence**, comme en cas d'accident ou d'incident routier, que ce soit sur la route ou sur le lieu de travail. Cela comprend les gestes de premiers secours de base, ainsi que la gestion du stress et des situations d'urgence en attendant l'arrivée des secours.

- **Sensibiliser à la gestion de l'incident routier**, y compris la gestion des risques de feu ou d'incendie dans le cadre d'un accident (évaluations de l'impact sur les véhicules, gestion des risques d'incendie automobile, etc.), ainsi que l'organisation d'un plan d'action immédiat pour assurer la sécurité de tous.

- **Adopter des stratégies de prévention pour éviter les situations à risque**, telles que la gestion de la fatigue au volant, l'organisation de trajets de manière optimale, et la nécessité de respecter les règles de conduite, en particulier dans des contextes spécifiques (par exemple, conduite en entreprise etc.).

2.3 Compétences du titulaire

Ce présent cahier des charges définit les compétences du prestataire qui assure le déploiement des formations Prévention routière. Le titulaire doit garantir un accompagnement à la fois pertinent et adapté aux besoins spécifiques de nos collaborateurs.

Le titulaire dispense des formations « Prévention routière » destinées à l'ensemble des collaborateurs de l'Etablissement Public (EP) utilisant un véhicule de service ou d'entreprise.

Pour ce faire il mobilise des formateurs dont les approches favorisent l'engagement et l'apprentissage actif des stagiaires.

Le tarif demandé est calculé sur une base individuelle par stagiaire. Toutefois, il est possible pour le lot 1 que des sessions réunissant plusieurs collaborateurs (de 5 à 10 stagiaires) soient organisées. Dans ce cas un tarif global par session sera appliqué.

Les formations peuvent être en INTER ou INTRA sur le site du titulaire.

2.4 Décomposition de l'accord-cadre

L'Accord-Cadre est alloté en lot géographique comme suit :

Lots	Désignation
1	Formation à la prévention routière en France métropolitaine
2	Formation à la prévention routière en France en Corse
3	Formation à la prévention routière en France en Guadeloupe
4	Formation à la prévention routière en France en Martinique
5	Formation à la prévention routière en France en Guyane
6	Formation à la prévention routière en France à la Réunion
7	Formation à la prévention routière en France à Mayotte
8	Formation à la prévention routière en France en Nouvelle-Calédonie
9	Formation à la prévention routière en France en Polynésie française

3. DETAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES

3.1 Contenu des formations

Le cycle de formation se compose de 3 modules :

- **Formation initiale des préventions des risques routiers** : Ce programme doit viser à sensibiliser à la sécurité routière et à l'éco-conduite. Il devra notamment comprendre l'analyse des statistiques et politiques de sécurité,

l'identification des mauvaises habitudes de conduite et leur impact, ainsi que la découverte des éléments de sécurité du véhicule et des limites humaines. La formation devra mettre en avant des simulations d'urgence et l'influence de la vitesse sur la sécurité. L'éco-conduite doit également être introduite pour réduire les émissions, avec une pratique de la conduite écologique et l'analyse de la typologie de conduite. Le programme devra couvrir l'adhérence et les manœuvres d'urgence, en comprenant les forces sur le véhicule et les mesures préventives. Enfin, le module doit promouvoir une conduite préventive et responsable, avec des techniques de freinage d'urgence et l'utilisation optimale des équipements

Durée : 2 jours

Sujets à traiter :

- L'insécurité routière
- L'éco-conduite
- La perte d'adhérence et les manœuvres d'urgence
- Adopter un comportement responsable
- Prendre conscience des mauvaises habitudes à perdre pour gagner en sécurité
- Découvrir les éléments de sécurité de son véhicule
- Eviter l'excès de confiance
- Le freinage et les équipements de sécurité active
- Adopter un comportement responsable
- Le freinage d'urgence
- Vivre des simulations de situation d'urgence

- **Formation recyclage de la prévention des risques routiers** : Ce programme doit viser à renforcer les compétences en sécurité routière et à évaluer les risques professionnels. Il permettra de profiter des expériences du groupe et de vérifier les acquis de la formation initiale, notamment la pratique de l'éco-conduite. Des débats sur les réticences persistantes et des propositions de solutions doivent être organisés. Avec la mise en place des simulations de situations d'urgence, les participants prendront conscience de leur niveau actuel de maîtrise d'un véhicule. Le programme devra inclure des rappels sur l'adhérence, les principes physiques, les forces subies par le véhicule, et les causes de perte d'adhérence, avec un focus sur les boîtes de vitesses automatiques. L'impact de l'utilisation du téléphone sur la conduite devra être exploré à travers les principes cognitifs et les stratégies quotidiennes.

Durée : 1 jour

Sujets à traiter :

- L'insécurité routière : analyser les causes et conséquences de l'insécurité sur les routes, ainsi que les statistiques et les mesures de prévention
- Vérifier les acquis de la formation initiale : 2valuer les connaissances et compétences acquises lors de la formation de conduite pour s'assurer qu'elles sont bien intégrées et appliquées
- L'éco-conduite : Sensibiliser à des pratiques de conduite respectueuses de l'environnement, visant à réduire la consommation de carburant et les émissions polluantes
- Rappel sur l'adhérence : Expliquer les principes de l'adhérence des pneus sur la route, en tenant compte des conditions météorologiques et de l'état de la chaussée
- Rappels freinage/prévention : revoir les techniques de freinage efficaces et

- **Formation conducteur accidenté - Prévention des risques routiers** : Cette formation doit viser à renforcer les bonnes pratiques pour une éco-conduite bénéfique en termes de sécurité, de réduction de la pollution et d'économies financières. La formation devra démontrer les limites humaines face à la maîtrise d'un véhicule et proposer des simulations de situations d'urgence à haute vitesse. Avec cet accompagnement les stagiaires devront prendre conscience de leur niveau actuel de maîtrise et devront redécouvrir les limites physiologiques humaines

Durée : 1 jour

Sujets à traiter :

- Optimiser les comportements de conduite pour réduire l'impact environnemental
- Analyser les facteurs humains influençant la conduite
- Ateliers pratiques sur la gestion des situations d'urgence à grande vitesse
- Evaluer les compétences de conduite actuelles par des tests pratiques
- Explorer les effets physiologiques et psychologiques de la conduite à grande vitesse

3.2 Public

Les formations proposées s'adressent à l'ensemble des collaborateurs de la Caisse des Dépôts utilisant un véhicule d'entreprise ou un véhicule de service dans le cadre de leur mission professionnelle, afin de garantir un niveau de sensibilisation et de préparation face aux risques routiers. Le public ne comporte qu'une catégorie.

Pour les trois modules, il est important de prendre en compte les conditions locales pour répondre au mieux aux besoins des collaborateurs. Pour cela la formation doit prendre en compte les conditions locales de conduite, telles que la conduite selon les conditions climatiques (sous la pluie ou sur des routes enneigées ou verglacées par exemple), et selon l'état des routes des territoires (ex dans certaines zones des DROM COM). Une heure de formation sera spécifiquement dédiée à ces situations, afin de préparer les collaborateurs aux risques associés à ces conditions locales « difficiles ». Cette séquence visera à enseigner les bonnes pratiques de conduite dans ces conditions.

3.3 Modalités des formations

Les formations sont dispensées directement **dans les locaux du titulaire**.

Support de formation

Le support de formation est envoyé par le titulaire 15 jours avant le début de la formation et par voie digitale.

- **Format**

Les formations sont dispensées en présentiel car elle requiert des mises en pratique. Le format permet de favoriser les échanges et renforcer la cohésion du groupe.

- **Lieux et conditions de sécurité durant des formations :**

Les formations se situent dans les locaux du titulaire.

En métropole, pour les 12 Directions Régionales dont les adresses sont indiquées en annexe du présent CCTP, il est impératif que les circuits de formation soient situés à moins d'une heure de trajet des sites concernés. En Métropole les circuits de formation doivent être situés à moins d'une heure de la Direction régionale afin de faciliter l'accessibilité des sessions de formation pour tous les collaborateurs, tout en limitant les risques de fatigues au volant, contraintes logistiques liées aux déplacements.

Pour les trois modules, la sécurité des collaborateurs pendant l'attente sur le parcours de formation doit être une priorité. Afin de garantir leur protection contre les risques extérieurs (intempéries, accidents...), il est essentiel de prévoir un espace sécurisé et abrité pour que les agents puissent attendre dans de bonnes conditions. Un abri dédié ou une salle de repos doit être mis à disposition, permettant de protéger les stagiaires des risques et également pour garantir leur sécurité pendant toute la durée de la formation.

3.4 Compétences des formateurs

Le profil des formateurs doit être adapté aux exigences du présent CCTP.

Le profil du/des formateur(s) doit répondre aux exigences ci-dessous :

Les formateurs doivent avoir les qualifications et l'expertise dans le domaine de la formation en prévention routière.

3.5 Les méthodes pédagogiques

Le titulaire veille à ce que ses formateurs mettent en place une méthode pédagogique adaptée pour assurer des formations de qualité. La méthode pédagogique se traduit par les moyens mis en place pour transmettre les connaissances et les compétences, ainsi que les outils et supports pédagogiques mis à disposition des stagiaires (exemple : supports visuels, vidéos, simulations, études de cas, etc.).

La méthode doit favoriser l'interactivité et l'engagement des stagiaires, en intégrant des exercices pratiques, des échanges et des retours d'expérience.

Enfin, le titulaire veille à évaluer les résultats des formations afin de garantir l'atteinte des objectifs de sécurité routière.

3.6 Les moyens matériels

Le titulaire met à disposition pour ses formations un matériel suffisant et de qualité afin que les formations se déroulent dans les meilleures conditions et que le bon déroulement de la formation soit garanti.

4. CONDITIONS D'EXECUTION

4.1 Politique d'achats responsables

Dans le cadre de sa démarche RSE, le Groupe a mis en place un programme de responsabilité sociétale et environnementale décliné sur l'ensemble de ses activités. Le département des achats de la Caisse des Dépôts mène une politique d'achats responsables qu'il souhaite mettre en avant pour cet accord-cadre.

En conséquence, **il sera porté une attention particulière aux actions mises en œuvre ou proposées spécifiquement pour l'accord cadre (avec engagement de mise en œuvre) par les candidats** visant à réduire au maximum l'impact environnemental de leur activité dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre.

Démarche et engagements RSE

Dans le cadre de sa propre démarche, la Caisse des Dépôts est engagée dans la transition écologique. En ce sens, elle appréciera toute proposition prenant en compte cet aspect, conformément aux législations en vigueur. Les démarches mises en place par le titulaire peuvent concerner les aspects suivants (sans exhaustivité) :

- **Dématérialisation des échanges et économie de papier** :

Dans le cadre de l'exécution des prestations, tous les documents et livrables éventuels devront être mis à disposition au format dématérialisé (format .xls, .pdf ou équivalent). En outre et sans que cela ne détériore la qualité de la prestation rendue, le titulaire favorisera autant que possible la dématérialisation des échanges (mails, visioconférences, etc.). Le livrable final sera éco-conçu et accessible à tous les publics notamment par le respect des règles découlant du référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA).

- **Modalités de déplacement du titulaire** :

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire s'engage à utiliser, dans la mesure du possible et lorsque cela est économiquement viable, des moyens de transport à faible ou très faible émission de carbone et les plus respectueux possible de l'environnement tels que le train, les transports en commun, les véhicules électriques ou hybrides ou tout autre mode de transport écologique.

Si l'exécution des prestations entraîne des courses à Paris intramuros, ces dernières doivent obligatoirement être réalisées par un véhicule à faible ou très faible émission ou en transports en commun.

En cas d'utilisation de véhicules thermiques, le titulaire s'engage à choisir des véhicules répondant aux normes environnementales les plus strictes disponibles et à prendre des mesures pour minimiser les émissions polluantes (normes EURO 5 et 6 ou équivalentes).

Le titulaire fournira annuellement un rapport détaillé indiquant les mesures spécifiques prises pour réduire l'empreinte carbone de ses déplacements liés à l'exécution du marché, démontrant ainsi sa conformité à cette clause.

- Réduction des émissions carbone :

Le Prestataire communique à la fin de l'accord-cadre, à la Caisse des Dépôts, les émissions de gaz à effet de serre occasionnées par les prestations réalisées pour le compte de cette dernière.

A défaut, le Prestataire communique :

- le volume total de ses émissions de gaz à effet de serre :
 - de préférence, si disponible, le dernier Bilan carbone® réalisé, assorti d'une notice méthodologique présentant les postes d'émission pris en considération
 - subsidiairement, lorsqu'il y est soumis, son dernier BEGES (bilan des émissions de gaz à effet de serre) réalisé en vertu de l'article L. 229-25 du code de l'environnement,
- le poids des prestations réalisées pour la Caisse des Dépôts, rapporté à l'ensemble de ses activités (en pourcentage), pour l'année du reporting et pour l'année de son dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre.

- Egalité femme / homme et Lutte contre les discriminations :

La CDC est engagée en matière d'égalité femme / homme et de lutte contre les discriminations. Elle a mis en place, dès 2007, un accord collectif spécifique à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes qui prévoit la mise en œuvre de plans de progrès triennaux. L'avenant n°4, portant le plan de progrès 2022-2025, a été signé le 7 novembre 2022. Les priorités fixées concernent l'équilibre des rémunérations et des promotions, la mixité des emplois, la conciliation vie professionnelle/vie privée, la prévention et la lutte contre les violences, le harcèlement et les discriminations, la lutte contre les stéréotypes ainsi que la diffusion d'une culture de l'égalité. La Caisse des Dépôts et des Consignations attend du Titulaire une exemplarité dans ce domaine.

4.2 Modalités administratives

Les demandes d'inscriptions et le suivi opérationnel sont assurés par le pôle Appui de l'Université CDC. A la notification de l'accord-cadre l'UCDC désigne un chef de projet pour être l'interlocuteur unique du titulaire.

A ce titre, cet interlocuteur est notamment en charge :

- De l'organisation générale et du suivi de l'accord-cadre,
- De la coordination de l'équipe Appui.

A la notification de l'accord-cadre un interlocuteur dédié est désigné par le Titulaire pour être l'interlocuteur pour le suivi des prestations.

A ce titre, cet interlocuteur est notamment en charge :

- De l'organisation générale et du suivi de l'accord-cadre,
- De la coordination de ses équipes,
- De l'analyse et de la consolidation des résultats ainsi que de la restitution.

Pour les formations en groupe ou en individuel :

Tâches	Responsable
Envoi des convocations aux collaborateurs	UCDC/Titulaire
Logistique des sessions (salle de formation / vidéoprojecteur/ feuille d'émargement...)	Titulaire
Diffusion électronique des supports de formation aux stagiaires	Titulaire
Evaluation de la session de formation (LMS Syfadis)	UCDC
Restitution de la feuille de présence	Titulaire

Il est entendu que la restitution de la feuille de présence conditionne la validation de la formation et le paiement des factures.

4.3 Conditions de report et d'annulation

Les modalités particulières de report et d'annulation sont les suivantes : toute annulation ou report par le service ou par le titulaire doit être communiqué par courriel.

Par défaut, les conditions de report et d'annulation s'appliquent.

Le remplacement d'un stagiaire par un autre stagiaire est possible, sans pénalité, jusqu'à **la veille du démarrage** de la formation. Le service en informe le titulaire par courriel ou par téléphone.

4.3.1 - Conditions d'annulation et de report par la Caisse des dépôts

Toute annulation d'inscription à une formation doit être signalée au titulaire par le service, et non par les stagiaires désignés par le service pour la ou les formations commandées. L'information est faite par téléphone ou par courriel, et doit être confirmée par courriel par l'émetteur du bon de commande.

En cas d'annulation :

- Plus de dix (10) jours ouvrés avant la date prévue de la formation : aucun frais n'est dû au titulaire ;
- Pour toute annulation de formation intervenant moins de dix (10) jours ouvrés précédant le début du stage, l'acheteur peut être amené à verser un montant forfaitaire de la commande défini comme suit au titulaire :
 - o à moins de 10 jours ouvrés : 20% de la commande due
 - o à moins de 5 jours ouvrés : 40 % de la commande due

En cas de Report de formation :

Tout report de formation devra être signalé au titulaire par l'acheteur. L'information sera faite par téléphone ou par courriel, et doit être confirmée par courriel par l'émetteur du bon de commande de la formation au titulaire.

En cas de report d'une formation :

- Plus de sept (7) jours ouvrés avant la date prévue de la formation, aucun frais ne sera dû ;
- Pour tout report de formation par l'acheteur intervenant dans les sept (7) jours ouvrés précédant le début du stage, l'acheteur peut être amené à verser un montant forfaitaire de la commande, défini comme suit :
 - o 10% de la commande pour un report à moins de 7 jours ouvrés
 - o 30% de la commande pour une annulation à moins de 3 jours ouvrés

4.3.2 - Conditions d'annulation et de report par le Titulaire

Toute annulation de formation par le titulaire doit être signalée au service. L'information est faite par téléphone ou par courriel, et doit être confirmée par courriel par le titulaire.

En cas d'annulation

- Plus de dix (10) jours ouvrés avant la date prévue de la formation : aucun frais n'est dû ;
- Pour toute annulation de formation intervenant dans les dix (10) jours ouvrés précédant le début du stage, le titulaire peut être amené à verser un montant forfaitaire de la commande défini comme suit à l'acheteur :
 - o à moins de 10 jours ouvrés : 20% de la commande due
 - o à moins de 5 jours ouvrés : 40 % de la commande due

En cas de report

Tout report de session de formation devra être signalé par le titulaire à l'acheteur. L'information sera faite par téléphone ou par courriel, et doit être confirmée par courriel par l'émetteur du bon de commande de la formation au titulaire.

En cas de report d'une formation

- Plus de sept (7) jours ouvrés avant la date prévue de la formation, aucun frais ne sera dû.
- Pour tout report de formation par le titulaire intervenant dans les sept (7) jours ouvrés précédant le début du stage, le titulaire peut être amené à verser un montant forfaitaire de la commande, défini comme suit à l'acheteur :
 - o 10% de la commande pour un report à moins de 7 jours ouvrés
 - o 30% de la commande pour une annulation à moins de 3 jours ouvrés.

En cas de report par le titulaire, ce dernier s'engage à proposer de nouvelles dates dans un délai de dix (10) jours ouvrés, à compter du signalement du report, aux mêmes conditions tarifaires.

La date de la nouvelle session doit être fixée dans les 40 jours calendaires suivant la date de l'annonce du report. Si le report n'est pas respecté, le report sera considéré comme une annulation et les conditions d'annulation s'appliqueront.

En cas de remplacement du formateur

Dans l'hypothèse où l'un des formateurs qui a été prévu initialement sur une session de formation n'est pas en mesure de dispenser la formation, le titulaire s'engage à le remplacer par un formateur de niveau équivalent et connaissant parfaitement les formations dispensées. Le Titulaire devra impérativement soumettre le profil du formateur retenu au préalable.

4.4 Plateforme en ligne

Le recours aux plateformes Saas est proscrit dans le cadre du présent accord cadre

Si des pre-learning sont envisagés pour préparer les formations en amont, il est essentiel que les logiciels soient compatibles avec les outils Google.

Le contenu doit être à minima compatible Google Chrome (actuellement en version 84) sous Windows 10.

Description des fonctionnalités de la plateforme :

La CDC dispose d'une plateforme LMS (Learning Management System), éditée par Futurskill. Cette plateforme permet d'héberger des e-learning, des vidéos et de mettre en place des classes virtuelles via l'outil Classilio.

L'import de contenu SCORM est fonctionnel pour les versions 1.2 et 2004 de la norme SCORM.

Les formations MySyfadis n'autorisant pas la création d'étape, seuls les contenus SCORM ne disposant pas d'étape peuvent être importés.

L'application MySyfadis est destinée à être utilisée en mode « déconnecté/hors ligne », les ressources ne doivent pas faire appel à des plug-ins ou des ressources externes nécessitant une connexion internet. Tout ce qui est nécessaire au fonctionnement de la ressource doit être inclut dans la ressource.

Modalités pédagogiques :

La Caisse des dépôts met à disposition des apprenants un accès d'une durée de 12 mois à l'ensemble des ressources pédagogiques. Le service formation de chaque direction (service prescripteur/demandeur/commanditaire) donne les droits aux apprenants pour les thématiques de formation souhaitées.

Modalités administratives :

Les demandes d'inscriptions et le suivi opérationnel sont assurés par la DRH.

Un chef de projet devra être désigné par le Titulaire pour être l'interlocuteur de la Caisse des Dépôts pour le suivi du marché (mise à jour des e-learning, envoi des fichiers SCORM).

A ce titre, cet interlocuteur sera notamment en charge :

- de l'organisation générale et du suivi du marché,
- de la coordination de ses équipes,

Le Titulaire avertit l'acheteur de tout changement d'interlocuteur dans les meilleurs délais.

ANNEXE 1

Adresses des Directions Régionales en France métropole

Auvergne-Rhône-Alpes

Immeuble Aquilon
44, rue de la Villette
69003 Lyon

Bourgogne-Franche-Comté

2E, avenue Marbotte
21013 Dijon

Bretagne

Centre d'affaires Sud
19 B, rue de Châtillon
CS 36518
35065 Rennes cedex

Centre-Val de Loire

Le Primat
2, avenue de Paris
45056 Orléans cedex 1

Grand Est

Immeuble Vision
14, boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg Cedex

Hauts-De-France

Immeuble Eurocentre
179 boulevard de Turin
59777 Euralille

Ile-de-France

2, avenue Pierre Mendès France
CS 41342
75013 Paris

2, avenue Pierre Mendès France
CS 41342
75013 Paris

Normandie

Square des Arts
7 bis, rue Jeanne d'Arc
CS 71020
76171 Rouen cedex 1

Nouvelle-Aquitaine

38, rue de Cursol
CS 61530
33081 Bordeaux cedex

Occitanie

97, rue Riquet
31073 Toulouse cedex 7

Pays de la Loire

9, rue Auguste Gautier
CS 30605
49006 Angers cedex 01

Provence-Alpes-Côtes-d 'Azur

Immeuble les Docks
10, place de la Joliette - Atrium 10.5
CS 10613
13002 Marseille